



Bruxelles, le 4.7.2019
COM(2019) 319 final

RAPPORT DE LA COMMISSION

Le contrôle de l'application du droit de l'Union européenne Rapport annuel 2018

{SWD(2019) 285 final} - {SWD(2019) 286 final} - {SWD(2019) 287 final}

Avant-propos	2
1. Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement	4
2. Un marché unique numérique connecté	9
3. Une union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique	11
4. Un marché intérieur approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée ...	13
5. Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable.....	23
6. Un espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle	25
7. Vers une nouvelle politique migratoire	28

Avant-propos

Nous nous attacherons à obtenir des résultats là où cela compte le plus. Ce sont là les mots des 27 dirigeants de l'Europe dans la déclaration de Sibiu, signée en mai 2019, juste avant les élections européennes. Ces mots sont l'essence même de ce que la Commission accomplit chaque jour depuis le début de son mandat en novembre 2014.

De fait, nous avons obtenu des résultats là où cela compte. Certains disent que l'Europe est trop lente ou trop compliquée pour avancer. Pourtant, au cours des cinq dernières années, plus de 354 propositions de la Commission ont été approuvées par les colégislateurs. Les résultats parlent d'eux-mêmes. Le chômage est en baisse (plus de 240 millions d'Européens travaillent) et les salaires ont augmenté de 5,7 %. Nous disposons à présent d'une Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes qui aide à protéger nos frontières. Nous bénéficions de l'itinérance aux tarifs nationaux partout dans l'Union et nous pouvons utiliser nos abonnements de services de diffusion en continu même si nous sommes dans un autre pays de l'UE. Nos entreprises ont accès, en franchise de droits, à des marchés aussi lointains que le Canada ou le Japon.

Ces progrès sont le fruit des nombreuses fois où nous nous sommes mis d'accord sur de nouvelles règles pour faire avancer l'Europe. Néanmoins, une législation ne vaut que par sa mise en œuvre et son application. C'est ce qui donne vie aux dispositions du texte de loi. Ce qui transforme les lois en avantages pour les citoyens. Ce qui permet aux accords politiques de se traduire par des bénéfices réels pour les citoyens et les petites et moyennes entreprises. C'est pourquoi lorsque je suis entré en fonction, j'ai promis de faire moins (nous avons formulé 75 % de propositions en moins par rapport à la précédente Commission), mais mieux.

Aujourd'hui, nous collaborons davantage avec les autorités nationales afin de les soutenir dans la mise en œuvre de la législation européenne. Ce dialogue a permis de résoudre 90 % des affaires d'infraction depuis 2014 sans devoir saisir la Cour de justice de l'Union européenne, en économisant au passage du temps et des deniers publics. Là où le dialogue a échoué, nous avons agi avec fermeté et efficacité lorsque le droit de l'UE a été bafoué.

Ce rapport présente le fonctionnement en 2018 de cette approche plus stratégique, plus ouverte, mais également plus ferme. Nous avons soutenu les autorités nationales et régionales dans la mise en œuvre des règles sur la qualité de l'air et de l'eau. Nous avons pris des mesures à l'encontre des États membres qui n'ont pas tenu leurs engagements et n'ont pas mis en œuvre les règles de l'UE concernant les données des dossiers passagers, la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le blanchiment de capitaux. Nous avons usé de nos pouvoirs d'exécution lorsque certains pays n'ont pas progressé assez vite dans l'amélioration de l'accès des personnes handicapées aux sites web et autres applications mobiles. Nous avons renforcé notre dialogue avec les États membres dans tous les domaines, afin de veiller à ce que nous œuvrions côte à côte à la mise en œuvre et à l'application des textes. Je me réjouis de rendre compte de la fermeté de l'engagement et de la détermination dont font preuve les États membres.

Tout ceci témoigne de la réelle valeur des efforts déployés en matière de mise en œuvre et de contrôle de l'application des règles. Il s'agit de faire respecter les décisions prises ensemble. De plus, en fin de compte, il s'agit de veiller à ce que les citoyens bénéficient véritablement des nouvelles règles. Seule une Europe qui place les droits de ses citoyens au cœur de tout ce qu'elle entreprend est une Europe qui obtient véritablement des résultats. Il n'est pas de tâche plus importante.

Pour reprendre les propos de Walter Hallstein, l'un de mes illustres prédécesseurs: l'Europe est une communauté de droit. Le droit est notre façon de garantir que nous sommes en mesure de protéger et de promouvoir nos valeurs et nos droits. C'est notre meilleur atout dans la lutte pour la justice sociale, l'égalité et l'équité pour tous. C'est la raison pour laquelle le respect de la règle de loi n'est jamais une

option, mais une obligation, et c'est pourquoi la Commission met un tel accent sur l'application des règles en 2018, comme vous pourrez le constater à la lecture de ce rapport. Si nous voulons obtenir des résultats là où cela compte le plus, comme les dirigeants l'ont promis à Sibiu, nous devons persévérer dans cette approche en 2019 et au-delà.

Le président de la Commission européenne

Jean-Claude Juncker

1. Un nouvel élan pour l'emploi, la croissance et l'investissement

La priorité absolue de la Commission Juncker est de stimuler les investissements en vue de créer des emplois et de renforcer la compétitivité de l'Europe. Toutefois, la création d'un environnement réglementaire favorable aux entreprises et à la création d'emplois est compromise si les États membres ne mettent pas en œuvre les règles de l'UE correctement et en temps opportun.

Garantir des conditions de travail équitables dans toute l'UE



Tous les travailleurs de l'Union européenne ont droit à des conditions de travail équitables. Ce droit est inscrit dans le [socle européen des droits sociaux](#), proclamé conjointement par le Parlement européen, le Conseil de l'UE et la Commission européenne en novembre 2017. Le socle contient un chapitre spécifiquement consacré aux conditions de travail équitables.

Ces dernières années, la Commission a porté une attention particulière au temps de travail. Elle a publié, entre autres, des [documents d'orientation](#) afin d'aider les États membres à mettre en œuvre la directive sur le temps de travail.

La Commission a clos les procédures d'infraction engagées contre le Danemark, l'Irlande et la Grèce au sujet de l'application de la directive sur le temps de travail à la suite des efforts déployés par les trois États membres. Elle a veillé à ce que le Danemark respecte le droit des travailleurs de prendre leur congé annuel l'année même où celui-ci a été acquis. L'Irlande et la Grèce, quant à elles, ont pris les mesures nécessaires pour respecter les règles de l'Union en matière de limitation du temps de travail des médecins dans les services publics de santé.

Les comités d'entreprise européens, qui représentent les salariés européens d'entreprises transnationales, contribuent également à garantir des conditions de travail équitables. Par l'intermédiaire de ces comités, la direction informe et consulte les travailleurs au sujet de l'évolution des activités de l'entreprise et de toute décision d'importance au niveau européen susceptible d'affecter leur emploi ou leurs conditions de travail. En 2018, la Commission a publié [un rapport](#) sur la mise en œuvre de la [directive instituant les comités d'entreprise européens](#). Ce rapport souligne les avantages, tant pour les travailleurs que pour les entreprises, d'un dialogue social transnational au niveau de l'entreprise par l'intermédiaire des comités d'entreprise européens.

Application de la réglementation environnementale



En 2018, la Commission a intenté des actions en justice pour remédier à la mise en œuvre inadéquate de la législation environnementale de l'UE.

Dans la lignée du [bilan de qualité des directives sur la protection de la nature](#), le [plan d'action pour la nature, les populations et l'économie](#), de la Commission, adopté en 2018, vise à assurer un réseau de sites protégés pleinement fonctionnel, cohérent et écologiquement représentatif. Par exemple, les États membres doivent parachever le réseau Natura 2000 de

zones protégées en comblant les lacunes existantes relatives au milieu marin et en mettant en place les mesures de conservation nécessaires pour tous les sites. Dans son [arrêt Białowieża](#), la Cour a précisé les obligations en matière de gestion forestière dans les sites Natura 2000. Il s'agit là d'une condition essentielle pour la conservation des habitats et des espèces protégés.

En 2018, la Commission a pris de nouvelles mesures légales dans le cadre des procédures d'infraction contre [l'Irlande](#), [la Grèce](#) et [le Portugal](#) afin d'assurer que le réseau Natura 2000 soit achevé. Les procédures d'infraction contre sept autres États membres restent ouvertes.

La pollution atmosphérique représente toujours un grave problème de santé publique et une priorité pour la Commission. Dans la communication intitulée [«Une Europe qui protège: de l'air pur pour tous»](#), adoptée en 2018, la Commission décrit les mesures disponibles pour aider les États membres à lutter contre la pollution atmosphérique.

En 2018, la Commission a également assigné [six États membres](#) (l'Allemagne, la France, l'Italie, la Hongrie, la Roumanie et le Royaume-Uni) devant la Cour de justice au motif de niveaux excessifs de particules (PM₁₀) ou de dioxyde d'azote (NO₂) dans l'air. Elle poursuivra les procédures d'infraction à l'encontre d'autres États membres si ceux-ci ne font pas de progrès significatifs en ce qui concerne le respect des normes de qualité de l'air.

En février 2018, la Cour de justice a jugé que [la Pologne](#) n'avait pas respecté la législation de l'UE relative à la qualité de l'air, car elle n'avait pas veillé au non-dépassement des valeurs limites légales de pollution atmosphérique. En outre, la Pologne n'avait pas adopté de plans d'action appropriés visant à ce que la période de dépassement de ces limites soit la plus courte possible.

En septembre 2018, la Commission a publié un [rapport d'alerte précoce sur la législation relative aux déchets](#), mettant en évidence les situations dans lesquelles où les États membres risquent de ne pas atteindre les objectifs de l'UE en matière de déchets. En parallèle, la Commission a pris des mesures, en 2018, en vue de remédier aux défauts structurels dans la législation des États membres relative aux déchets, tels que le maintien de décharges illégales ou ne répondant pas aux normes, ou l'absence de plan de gestion des déchets.

La Commission a également adopté un [plan d'action sur l'assurance de la conformité](#) en neuf points, traitant de questions telles que les inspections et la gouvernance.

Application des règles dans le domaine de l'agriculture



Deux des principaux objectifs de la politique agricole commune visent à apporter un soutien aux agriculteurs et à assurer aux consommateurs un approvisionnement stable en denrées abordables. Parmi les autres objectifs figurent la lutte contre le changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles, la préservation des zones rurales et des paysages à travers l'UE, ainsi que le maintien en vie de l'économie rurale à travers la promotion des emplois dans l'agriculture et les secteurs associés.

En 2018, les actions de la Commission visant à assurer le respect de la réglementation dans le domaine de l'agriculture se sont concentrées principalement, comme les années précédentes, sur le contrôle de la mise en œuvre correcte, par les États membres, des [paiements directs](#).

Les discussions bilatérales se sont poursuivies avec les États membres qui utilisaient de manière incorrecte l'aide financière fournie au titre du mécanisme de soutien couplé facultatif pour soutenir des types d'agriculture ou des secteurs éprouvant des difficultés autres que le risque d'abandon ou le déclin de la production. Grâce à ce dialogue, la Commission a persuadé les autorités nationales d'un État membre de modifier ses règles nationales et de les mettre en conformité avec le droit de l'UE.

Les indications géographiques protègent la dénomination de produits spécifiques et promeuvent leurs caractéristiques uniques, liées à leur origine géographique et au savoir-faire traditionnel. En 2018, la Commission a continué de suivre plusieurs cas spécifiques de mise en œuvre incorrecte des règles de l'UE relatives à la protection des appellations d'origine protégées et des indications géographiques protégées.

Le [Danemark](#) a autorisé des entreprises danoises à produire et à exporter vers des pays tiers un fromage blanc dénommé «Feta», alors que ce fromage ne respectait pas le cahier des charges relatif à cette appellation d'origine protégée.

La [Bulgarie](#) tient son propre registre national d'indications géographiques des produits agricoles et des denrées alimentaires depuis 2008, au mépris du caractère exclusif des registres européens pour les systèmes de qualité.

En 2018, la Commission a clos les procédures d'infraction engagées contre l'Italie, Chypre et le Royaume-Uni après que ces pays ont transposé les normes de commercialisation applicables aux [caséines et caséinates](#) dans leur législation nationale.

Application des règles dans le domaine des affaires maritimes et de la pêche



Aider l'industrie de la pêche et les zones côtières européennes à prospérer et protéger l'environnement maritime sont des objectifs essentiels de la politique maritime de l'UE.

Les objectifs de durabilité de la politique commune de la pêche de l'UE contribuent à la fois à la préservation des stocks halieutiques et à la maximisation des rendements de la pêche. Dans la mesure où ces objectifs doivent être atteints en 2020 au plus tard, la stratégie de contrôle de la Commission en 2018 a continué de

se concentrer sur le contrôle et la conservation en matière de pêche, ainsi que sur le respect de la compétence exclusive de l'UE dans ce domaine.

Les systèmes nationaux responsables du contrôle de la pêche et de l'application de la législation dans ce domaine doivent être efficaces et prévoir des sanctions dissuasives en cas de manquement aux règles.

La Commission a lancé une procédure d'infraction contre l'Irlande afin de garantir que des manquements graves aux règles de l'UE relatives à la pêche fassent l'objet de sanctions efficaces.

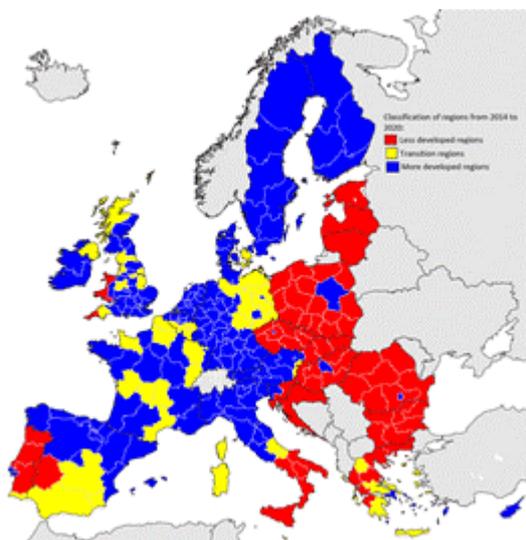
Les «plans d'action de contrôle» sont des outils spécifiques de conformité adoptés par la Commission en étroite coopération avec l'État membre concerné dans le but de promouvoir l'application correcte des dispositions du règlement sur le contrôle de la pêche. En 2018, la Commission a adopté de nouveaux plans d'action pour un certain nombre d'États membres et a surveillé leur mise en œuvre.

Un système d'organisations de producteurs de produits de la pêche qui fonctionne bien est capital pour réunir ces producteurs en vue de réaliser les objectifs de la politique commune de la pêche et de l'organisation commune des marchés.

La Commission a lancé une procédure d'infraction contre le Royaume-Uni au motif que ce dernier ne s'assure pas du respect des conditions de reconnaissance des organisations de producteurs de produits de la pêche.

La planification de l'espace maritime contribue à garantir que toutes les activités humaines en mer sont menées de manière efficace, sûre et durable. La Commission a surveillé tout au long de l'année 2018 la mise en œuvre appropriée du cadre commun de l'UE pour la planification de l'espace maritime au niveau transfrontalier et transsectoriel.

Application des règles de la politique régionale



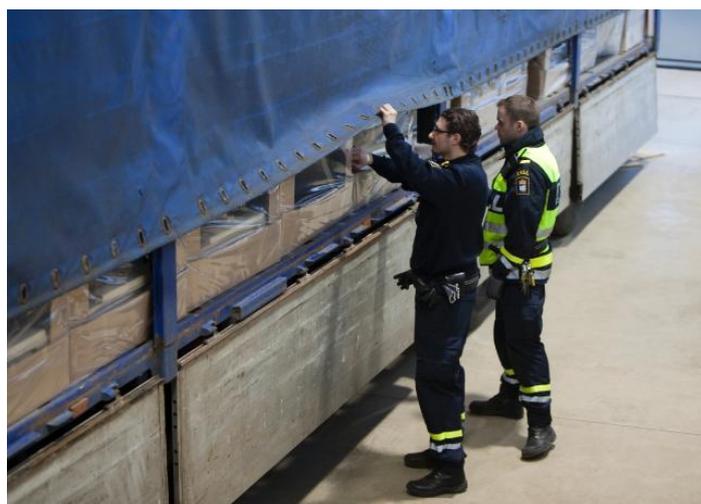
Les **Fonds structurels et d'investissement européens** soutiennent les investissements dans des domaines clés générateurs de croissance dans l'ensemble de l'UE.

Un cadre d'investissement approprié est nécessaire pour assurer une efficacité optimale des investissements. En 2018, la Commission a fait porter ses efforts plus particulièrement sur le contrôle du respect de **conditions préalables** spécifiques, notamment dans les domaines des marchés publics, des aides d'État et des plans généraux pour les investissements dans les transports, ainsi que dans les secteurs de l'eau et des déchets.

Lorsqu'un investissement ne satisfait pas aux normes établies dans la législation de l'UE, la Commission réagit à ces irrégularités en suspendant les paiements ou en appliquant des corrections financières, suivant le cas. En 2018, la Commission a poursuivi sans relâche ses efforts visant à détecter ce type d'irrégularités et à prendre des mesures correctives.

En 2018, une **étude de la Commission** a évalué si les États membres avaient mis en place et utilisaient des dispositifs spécifiques efficaces pour l'examen des plaintes concernant les Fonds structurels et d'investissement européens. Elle est parvenue à la conclusion que, dans la plupart des cas, les États membres disposent de procédures de traitement des plaintes normalisées, fondées sur la législation nationale ou sur des documents de programmation. Les dispositifs mis en place par les États membres de l'UE sont globalement efficaces. En outre, les dispositifs permettant de traiter les plaintes sont plus élaborés au cours de la période de programmation 2014-2020 que ceux qui existaient pendant la période 2007-2013.

Lutter contre la fraude au budget de l'UE



Les moyens de lutte contre la criminalité affectant le budget de l'UE ont progressé de manière significative avec l'adoption de la **directive sur la protection des intérêts financiers de l'UE**. La Commission collabore étroitement avec les États membres afin d'assurer la mise en œuvre appropriée de cette directive.

La Commission a lancé une procédure d'infraction contre le **Royaume-Uni** au motif que ce dernier refusait de mettre des droits de douane à la disposition du budget de l'UE, comme l'exige le droit de l'Union. Selon un rapport de l'Office européen de lutte antifraude de 2017, des importateurs au Royaume-Uni ont éludé des montants de droits de douane importants en utilisant des fausses

factures et des factures fictives et en présentant des déclarations de valeur en douane incorrectes à l'importation. D'autres contrôles menés par la Commission ont fait apparaître une augmentation considérable de l'ampleur de ce mécanisme de fraude par sous-évaluation utilisant la plateforme au Royaume-Uni entre 2011 et 2017. Bien que le Royaume-Uni eût été informé d'un tel risque dans le contexte de l'importation de textiles et de chaussures originaires de la République populaire de Chine dès 2007 et qu'il lui eût été demandé de prendre des mesures de contrôle des risques appropriées, il avait négligé d'intervenir pour empêcher la fraude. Selon les calculs de la Commission, la violation de la réglementation de l'Union par le Royaume-Uni a entraîné des pertes pour le budget de l'UE s'élevant à 2,7 milliards d'euros (moins les frais de perception) pour la période comprise entre novembre 2011 et décembre 2017.

2. Un marché unique numérique connecté

La stratégie pour un marché unique numérique vise à supprimer les obstacles en ligne qui empêchent les citoyens européens de profiter de certaines offres de biens et services.

Une connectivité renforcée



Les communications numériques à haut débit favorisent l'innovation et l'amélioration des services au profit de l'économie et de la société. Le développement de la connectivité 5G constitue une priorité pour la Commission. Le but est de garantir que le spectre radioélectrique pour la 5G sera disponible dans l'ensemble de l'UE d'ici à 2020.

La Commission a lancé des procédures d'infraction contre la [Belgique](#), la [Croatie](#) et les [Pays-Bas](#) pour non-respect des dates limites intermédiaires de libération du spectre pour les communications mobiles. En conséquence, le développement des réseaux 5G pourrait être retardé.

Les travaux de génie civil, comme la réalisation de tranchées pour la pose d'un réseau câblé à haut débit, représentent jusqu'à 80 % des coûts de déploiement des réseaux à haut débit. La [directive sur la réduction des coûts du haut débit](#) vise à encourager la coopération entre les secteurs, tels que ceux de l'énergie, de l'eau et des opérateurs de transport. Cette coopération est à même de créer les conditions d'une mise en place plus efficace de nouvelles infrastructures en vue du déploiement des réseaux à moindre coût, le tout au bénéfice des citoyens.

En 2018, la Commission a pris des mesures afin de faciliter le déploiement des réseaux à haut débit. En conséquence, les États membres ont pratiquement tous transposé la [directive sur la réduction des coûts du haut débit](#) dans leur législation nationale.

Garantir la cybersécurité et la confiance dans les transactions en ligne



Instaurer un climat de confiance dans l'environnement en ligne est essentiel pour le développement économique et social. Avec l'entrée en vigueur du règlement sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (le [règlement eIDAS](#)), une plateforme commune a été mise en place afin de sécuriser les interactions électroniques entre les citoyens, les entreprises et les autorités publiques. Le règlement eIDAS

instaure un cadre légal général pour l'utilisation des services de confiance au sein de l'UE. Ces derniers concernent les signatures électroniques, les cachets électroniques, les horodatages électroniques, les services d'envoi recommandé électronique et l'authentification de site web.

La cybersécurité est une priorité importante pour la Commission. La [directive relative à la sécurité des réseaux et des systèmes d'information](#) vise à atteindre un niveau de sécurité uniformément élevé des réseaux et des systèmes d'information à travers l'UE.

En 2018, la Commission a lancé des procédures d'infraction contre [17 États membres](#), leur demandant de transposer intégralement en droit national ce premier élément de la législation européenne sur la cybersécurité.

Une meilleure accessibilité pour les citoyens handicapés

Les personnes handicapées, notamment celles qui souffrent de déficiences auditives ou visuelles, peuvent éprouver des difficultés à accéder aux sites internet et aux applications mobiles des organismes du secteur public.



La [directive sur l'accessibilité de l'internet](#) vise à améliorer l'accès des personnes handicapées à ces outils d'information.

La Commission a lancé des procédures d'infraction contre 19 États membres, leur demandant de transposer intégralement la [directive sur l'accessibilité de l'internet](#) dans leur droit national.

Afin de promouvoir davantage l'accessibilité, la Commission a proposé la [directive concernant l'utilisation autorisée de certaines œuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes](#), laquelle établit une exception obligatoire au droit d'auteur et aux droits voisins. Son objectif est de permettre aux personnes qui ont des difficultés à lire des textes d'accéder à des livres et d'autres textes imprimés dans des formats qui leur sont accessibles.

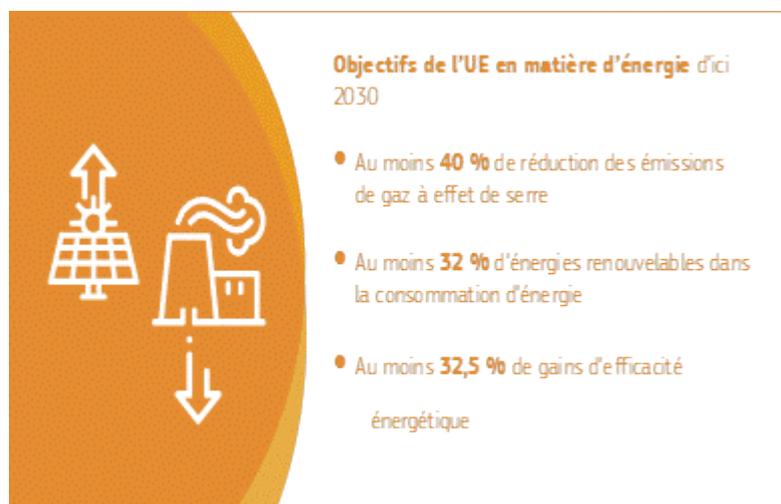
En 2018, La Commission a lancé des procédures d'infraction contre 17 États membres ayant omis de transposer cette [directive](#) dans les délais dans leur législation nationale.

Les règles énoncées dans ces deux directives reflètent le travail actuel de la Commission visant à bâtir une Union européenne sociale et inclusive, au sein de laquelle tous les Européens peuvent jouer un rôle à part entière dans l'économie et la société numériques.

3. Une union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique

L'union de l'énergie européenne fournit une énergie sûre, abordable et propre aux ménages et aux entreprises en permettant la libre circulation de l'énergie au-delà des frontières nationales au sein de l'UE. Elle encourage également la mise au point de nouvelles technologies et la rénovation des infrastructures afin de réduire la facture des ménages, de créer des emplois et de stimuler la croissance. L'union de l'énergie aboutira à une consommation durable de l'énergie par la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution et de notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

Mener la transition énergétique vers un secteur de l'énergie sûr, sécurisé et durable, centré sur le consommateur



En 2016, la Commission européenne a proposé le paquet des mesures intitulé «**Une énergie propre pour tous les Européens**», qui a élevé les ambitions de l'UE en ce qui concerne la mise en œuvre de la transition énergétique et le maintien de la compétitivité de l'UE face à la transformation des marchés énergétiques mondiaux.

En 2018, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord politique sur toutes les propositions de la Commission formant ce paquet de mesures.

Le paquet «Une énergie propre pour tous les Européens» comprend une révision des textes de référence de l'UE dans des domaines tels que la **performance énergétique des bâtiments**, l'**efficacité énergétique**, l'**énergie renouvelable** et la **gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat**, lesquels sont déjà tous en vigueur. Concernant la performance énergétique des bâtiments, l'objectif est d'accélérer la rénovation rentable de bâtiments existants, de mobiliser des investissements et de soutenir les systèmes de bâtiments intelligents. Le paquet de mesures vise également à porter la part de l'énergie renouvelable à au moins 32 % d'ici 2030. Ces objectifs seront révisés en 2023. Les États membres doivent établir des plans nationaux intégrés sur l'énergie et le climat pour les années allant de 2021 à 2030, exposant comment ils entendent atteindre les objectifs fixés pour 2030.

La Commission a surveillé les progrès accomplis par les États membres dans la réalisation de leurs objectifs en matière d'efficacité énergétique et dans la conversion d'anciens bâtiments en bâtiments durables en ayant recours, entre autres, aux procédures d'infraction.

La Commission a poursuivi les procédures d'infraction ouvertes à l'encontre des **Pays-Bas** et de la **Slovénie** pour non-respect de la **directive sur la performance énergétique des bâtiments**. Elle a lancé des procédures d'infraction contre 15 États membres et leur a demandé de mettre en œuvre correctement les **règles de l'Union en matière d'efficacité énergétique**.

Des procédures d'infraction ont également été engagées afin de protéger la population contre les radiations et de garantir la sûreté du secteur nucléaire.

La Commission a prié instamment la [Belgique](#), l'[Espagne](#) et la [Pologne](#) de mettre en œuvre les [règles de l'Union en matière de sûreté nucléaire](#). Elle a lancé des procédures d'infraction contre 22 États membres pour mise en œuvre incorrecte de la [directive sur les déchets radioactifs](#). Elle a également lancé des procédures d'infraction contre neuf [États membres](#) pour défaut de mise en œuvre de la [directive sur les normes de base](#).

Mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique



L'Accord de Paris de 2015 définit un plan d'action global pour atténuer le changement climatique.

L'Union européenne est la première grande économie à traduire les promesses qu'elle a prises dans le cadre de cet accord en législation contraignante.

En 2018, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la principale législation pour la mise en œuvre du [cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030](#). Ce dernier a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030. La Commission se projette déjà plus loin dans l'avenir et a présenté, en 2018, sa vision pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat d'ici à [2050](#).

Afin d'atteindre ces objectifs, ainsi que [ceux fixés pour 2020](#), la législation doit être pleinement mise en œuvre et appliquée. En 2018, les mesures de suivi et de contrôle de cette application ont inclus des procédures d'infraction et des dialogues informels avec les États membres.

Les dialogues informels avec les États membres ont été axés sur la [directive relative au captage et au stockage du dioxyde de carbone](#), le [règlement sur les gaz fluorés](#) et le [règlement concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime](#).

Au cours de l'année 2018, la Commission a poursuivi activement les procédures d'infraction en cours contre certains États membres pour défaut de mise en œuvre de la [directive sur la qualité de l'essence](#). La majorité des affaires ont été classées et seules cinq restaient ouvertes à la fin de l'année.

En 2018, l'Union européenne a accompli d'importants progrès dans l'établissement de règles strictes visant à décarboniser et à moderniser le secteur des transports. En mai, la Commission a présenté la toute première [proposition législative sur les normes d'émission de dioxyde de carbone pour les véhicules lourds](#). En outre, le Parlement européen et le Conseil ont adopté la législation relative à la [surveillance et à la communication des données relatives aux émissions de dioxyde de carbone des véhicules utilitaires lourds](#) et sont parvenus à un [accord politique](#) sur les normes d'émission de dioxyde de carbone (CO₂) des voitures et des camionnettes pour la période postérieure à 2020. La mise en œuvre complète et efficace de ces mesures sera décisive dans la lutte contre les émissions de CO₂ du transport routier, qui représentent encore un cinquième des émissions totales de CO₂ de l'UE.

4. Un marché intérieur approfondi et plus équitable, doté d'une base industrielle renforcée

Le marché unique de l'UE demeure l'atout de l'Europe le plus précieux pour les particuliers et les entreprises. Il offre des possibilités considérables aux entreprises, ainsi qu'un plus grand choix et des prix moins élevés aux consommateurs. Il permet aux citoyens de voyager, de vivre, de travailler ou d'étudier là où ils le souhaitent. Toutefois, il n'est pas possible de bénéficier de ces avantages si les règles du marché unique ne sont pas appliquées ou mises en œuvre, ou si elles sont sapées par d'autres obstacles.

Garantir une concurrence non faussée

Le marché intérieur est plus fort lorsque la concurrence n'est pas faussée.



En 2018, la Commission a vérifié que tous les États membres avaient achevé la mise en œuvre de la [directive sur les dommages et intérêts pour infraction au droit de la concurrence](#) et a clos les 18 [procédures d'infraction](#) restantes.

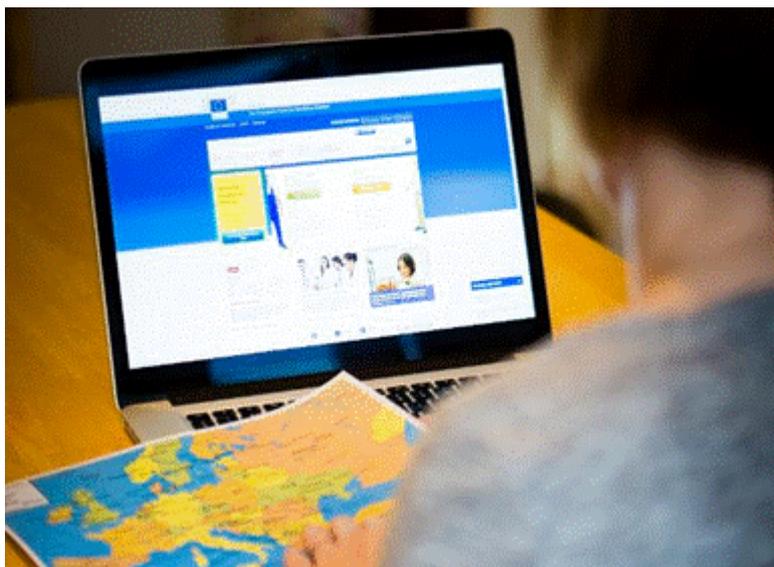
La Commission a également accepté les mesures correctives finales présentées par la Grèce dans une affaire concernant des droits d'exploitation de lignite exclusifs concédés au principal producteur historique sur le marché grec de l'électricité, en violation des règles de concurrence de l'UE.

Le lancement systématique de procédures d'infraction pour faire respecter les décisions de la Commission concernant les aides d'État est essentiel à la crédibilité du système de contrôle des aides d'État de la Commission.

La Commission a poursuivi [l'Italie](#) devant la Cour de justice pour la deuxième fois, les autorités italiennes n'ayant pas respecté un arrêt de la Cour antérieur dans lequel celle-ci confirmait que le pays avait octroyé des aides d'État illégales au secteur hôtelier sarde. La Commission a ordonné à l'Italie de récupérer des aides illégales d'un montant de près de 15 millions d'EUR. À ce jour, près de 13 millions d'EUR n'ont toujours pas été récupérés.

La Cour de justice a infligé des sanctions financières dans une affaire contre la [Grèce](#) pour défaut de mise en œuvre d'une décision de la Commission de 2008 exigeant du pays qu'il récupère des aides d'État illégales octroyées à Hellenic Shipyards.

Garantir la libre circulation des travailleurs



Les citoyens de l'UE ne peuvent bénéficier de la possibilité de travailler dans d'autres États membres que si les droits des travailleurs en dehors de leur État membre d'origine sont correctement protégés.

Des régimes de pension supplémentaires liés à une relation de travail peuvent freiner la mobilité des travailleurs. Les [règles de l'UE](#) relatives à l'amélioration de l'acquisition et de la préservation des droits à pension supplémentaires visent à lever ces obstacles.

En 2018, la Commission a engagé des actions en justice contre 10 États membres pour non-transposition dans les délais des [règles de l'UE relatives à l'amélioration de la mobilité des travailleurs entre les États membres](#) dans leur législation nationale. À la fin de l'année 2018, la Commission a mis un terme aux actions qu'elle avait engagées contre six États membres (la Tchéquie, la Grèce, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche) après que ces derniers ont aligné leur législation sur les règles de l'UE.

L'Union européenne a établi des règles claires en matière de libre circulation des travailleurs, de détachement de travailleurs et de coordination des systèmes de sécurité sociale. Le non-respect de ces règles par les États membres menace la confiance et l'équité au sein du marché intérieur. En particulier, des préoccupations ont été exprimées quant à la possibilité que les travailleurs mobiles soient exposés aux abus ou privés de leurs droits.

En 2018, la Commission a proposé la création d'une [Autorité européenne du travail](#) dans le but de garantir que les règles de l'UE en matière de mobilité des travailleurs sont appliquées de façon équitable, simple et efficace. Depuis, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un [accord provisoire](#) sur cette proposition.

Garantir la libre circulation des biens



Dans le secteur automobile, la Commission a conclu que plusieurs États membres n'avaient pas établi ni appliqué de sanctions pécuniaires pour dissuader les constructeurs automobiles d'enfreindre la législation relative aux émissions des automobiles. Cette conclusion fait suite aux révélations de 2015 selon lesquelles le groupe Volkswagen avait utilisé un logiciel pour contourner les normes d'émission de certains polluants atmosphériques.

En 2018, la Commission a pris de nouvelles mesures dans le cadre des procédures d'infraction lancées contre [l'Allemagne](#), [l'Italie](#), [le Luxembourg](#) et [le Royaume-Uni](#) pour manquement aux obligations leur incombant en vertu de la législation de l'UE sur la réception par type des véhicules.

La Commission veille également à ce que les États membres n'introduisent pas de restrictions quantitatives aux échanges au sein de l'UE. En 2018, la Commission a pris des mesures concernant l'immatriculation des véhicules et les produits pharmaceutiques.

En France, l'immatriculation des véhicules d'occasion précédemment immatriculés dans un autre État membre était parfois difficile. À la suite de l'action de la Commission, la France a modifié sa législation en 2018 afin de permettre l'immatriculation en ligne des véhicules d'occasion importés.

La Commission a pris des mesures à l'encontre de la [Lettonie](#) concernant son interdiction d'immatriculer des véhicules ayant le volant à droite.

Le commerce parallèle permet aux grossistes d'acheter des médicaments dans un État membre (en règle générale, là où les prix sont inférieurs) et de les vendre dans d'autres États membres (où les prix sont supérieurs). Le commerce parallèle dans le domaine des produits pharmaceutiques est une activité économique légale au sein du marché intérieur. Les importations parallèles peuvent bénéficier aux patients et aux systèmes publics de soins de santé si elles débouchent sur des prix et des frais de remboursement inférieurs. Dans le même temps, il existe des inquiétudes dans certains États membres sur le fait que les exportations parallèles pourraient entraîner des pénuries de médicaments pour les patients et mettre leur santé, voire leur vie, en danger. Les États membres sont donc autorisés à restreindre le commerce parallèle de médicaments si ce dernier constitue un risque pour la protection de la santé et de la vie des personnes, ou pour la protection de la propriété industrielle et commerciale.

En 2018, la Commission européenne a clos les procédures d'infraction et de traitement de plaintes à l'encontre de la [Pologne](#), [de la Roumanie](#) et [de la Slovaquie](#) concernant le commerce parallèle de médicaments à usage humain. Elle a estimé qu'il y avait lieu de rechercher d'autres moyens pour résoudre les préoccupations des États membres dans ce domaine. À cet effet, elle a considéré qu'un dialogue structuré devrait avoir lieu rapidement. Elle est restée déterminée à appuyer les efforts déployés par les États membres pour faire en sorte que les citoyens aient accès, en temps utile, à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de qualité. Pour ce faire, elle a décidé de recueillir davantage d'informations en vue de discuter des restrictions à l'exportation avec les États membres au sein de son groupe de travail «Produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux».

Garantir la liberté d'établissement



Concernant la liberté d'établissement et la libre prestation de services, la Commission a pris des mesures à l'encontre de tous les États membres (à l'exception de la Lituanie) en 2018 pour défaut de mise en conformité de leur législation avec la [directive sur les qualifications professionnelles](#). Plusieurs règles nationales ne respectent pas la directive. Elles concernent l'introduction de la carte professionnelle européenne, le mécanisme d'alerte, la possibilité d'avoir un accès partiel à une activité professionnelle, la proportionnalité des exigences linguistiques, l'ouverture de centres d'assistance, ainsi que les obligations en matière de déclaration et de notification.

Améliorer l'information et l'assistance aux citoyens et aux entreprises



En 2018, 25^e année d'existence du marché unique, la Commission s'est attachée à faire en sorte que les règles du marché unique produisent des résultats sur le terrain. Elle a redoublé d'efforts pour informer les citoyens et les entreprises de leurs droits et de leurs obligations via le portail «L'Europe est à vous», pierre angulaire du futur portail numérique unique. Les particuliers et les entreprises ne peuvent profiter des nombreux avantages du marché unique que si les règles qui ont été conjointement approuvées sont appliquées dans les faits. Conformément à cette priorité politique, et dans la continuité du [plan d'action SOLVIT](#), les États membres se sont fondés sur les éléments fournis par SOLVIT et «L'Europe vous conseille» pour traiter des violations répétées au droit de l'UE. La base de données «L'Europe vous conseille» contient plus de 265 000 affaires

réelles, ce qui offre un excellent aperçu des différentes façons dont les citoyens et les entreprises peuvent bénéficier du marché unique.

L'[interconnexion des registres du commerce et des sociétés](#), qui facilite l'accès aux informations sur les entreprises de l'UE via un [portail e-Justice européen](#) unique, a été largement utilisée en 2018. On dénombre plus de 372 000 recherches d'informations sur les entreprises et plus de 241 000 demandes de coordonnées de société.

Application des règles concernant l'union des marchés des capitaux, les services financiers et la libre circulation des capitaux



Les directives adoptées à la suite de la crise financière doivent être correctement mises en œuvre afin d'accroître la résilience et la stabilité du secteur financier et d'améliorer la protection des investisseurs. La mise en œuvre de certaines de ces directives est également importante pour réaliser l'union des marchés des capitaux. Celle-ci vise à améliorer l'accès au financement, en particulier pour les entreprises innovantes, les jeunes pousses et les petites et moyennes entreprises. Elle rend également les marchés des capitaux

plus attractifs pour les investisseurs de détail et les investisseurs institutionnels et facilite les investissements transfrontières.

En 2018, la Commission a lancé des procédures d'infraction contre certains États membres pour non-transposition dans les délais de la [directive sur la distribution d'assurances](#) et de la [directive sur les services de paiement](#).

La Commission a également poursuivi les procédures d'infraction lancées contre l'Espagne et la Slovaquie pour défaut de mise en œuvre dans les délais de la directive sur l'audit et de la directive sur les comptes de paiement.

La directive sur les marchés d'instruments financiers vise à améliorer la protection des investisseurs, à renforcer le marché unique et à créer des conditions commerciales transparentes, bien supervisées, compétitives et stables dans les marchés au sein de tout l'Espace économique européen.

La Commission a poursuivi la procédure d'infraction lancée contre la [Slovaquie](#) pour non-transposition dans les délais de la directive sur les marchés d'instruments financiers.

Les règles de l'UE garantissent que les investisseurs prennent des décisions éclairées et ont la certitude d'être protégés de manière adéquate et d'avoir droit à indemnisation en cas de préjudice.

La Commission a lancé une procédure d'infraction contre Chypre au motif que le pays avait repoussé indéfiniment le paiement d'indemnités, en violation de la directive relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs.

Concernant la libre circulation des capitaux, la Commission avait engagé, par le passé, des procédures d'infraction contre cinq États membres au sujet du système énoncé dans des traités bilatéraux d'investissement intra-UE permettant aux investisseurs européens d'assigner les États membres devant un tribunal arbitral.

En 2018, la Cour de justice a jugé dans l'[affaire Achmea](#) que ce système d'arbitrage n'est pas compatible avec le droit de l'Union. La Commission surveille de près les suites données à l'arrêt de la Cour par les États membres.

Application des règles en matière de fiscalité et de douanes



La stratégie de la Commission en matière de contrôle de l'application des règles dans le domaine des douanes visait à faire en sorte que les États membres appliquent le [code des douanes de l'Union](#) correctement et uniformément et à détecter les taxes d'effet équivalent à des droits de douane, même au sein de l'UE.

Après l'ouverture d'une enquête par la Commission, les autorités belges ont modifié leurs règles afin de supprimer une restriction appliquée à la représentation directe en douane qui était contraire au [code des douanes de l'Union](#).

La Commission a mené une enquête afin de contrôler les frais postaux dans les États membres. De tels frais peuvent être contraires à la législation douanière de l'UE, à savoir aux règles applicables à la représentation en douane et à l'interdiction d'imposer une redevance pour les formalités douanières.

En ce qui concerne la fiscalité indirecte, la Commission a fait porter ses efforts en matière de contrôle de l'application des règles en priorité sur la poursuite des infractions qui faussent la concurrence au sein du marché intérieur ou qui vont à l'encontre d'une fiscalité juste.

À la suite des révélations des [Paradise Papers](#) concernant des pratiques d'évasion fiscale largement répandues dans les secteurs des yachts et de l'aéronautique, la Commission a intenté des actions en justice contre la [Grèce](#), l'[Italie](#), [Chypre](#), [Malte](#) et le [Royaume-Uni](#). Ces États membres avaient introduit des mesures fiscales favorables aux industries des yachts de plaisance et de l'aéronautique qui étaient contraires au droit de l'UE.

La directive sur la TVA prévoit un régime de TVA particulier réservé aux producteurs agricoles susceptibles de rencontrer des difficultés administratives dans l'application des règles normales de TVA. La Commission a pris des mesures à l'encontre de l'[Allemagne](#) qui avait appliqué ce régime particulier par défaut à l'ensemble des producteurs agricoles, y compris les propriétaires de grandes exploitations qui ne rencontreraient pas ce genre de difficultés.

L'un des avantages du marché intérieur est que les particuliers et les entreprises ont la liberté de circuler, d'exercer leurs activités et d'investir au-delà des frontières nationales. Mais, parce que la fiscalité directe n'est pas harmonisée dans l'ensemble de l'UE, cette liberté peut signifier que certains contribuables parviennent à éviter ou à éluder l'impôt dans leur pays de résidence. Les autorités fiscales de l'UE ont par conséquent convenu de coopérer plus étroitement afin de veiller au paiement des impôts et de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale. Cette coopération est définie dans la [directive sur la coopération administrative](#). Dans un environnement de plus en plus mondialisé, cette directive permet aux États membres de veiller à ce que tous leurs contribuables s'acquittent de leur juste part d'impôt. Il s'agit du principal instrument de transparence dans la lutte contre les pratiques d'évasion fiscale révélées par les affaires Luxleaks et Panama et Paradise Papers.

Les mesures prises par la Commission en 2018 en matière de contrôle de l'application des règles visaient à faire en sorte que les États membres mettent en œuvre des modifications importantes apportées à la directive sur la coopération administrative concernant [l'accès aux informations relatives au blanchiment de capitaux](#), [l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers](#) et [la coopération administrative dans le domaine de la fiscalité](#).

La Commission européenne a poursuivi les procédures d'infraction lancées contre [Chypre, le Luxembourg, la Roumanie, l'Irlande et la Grèce](#) pour défaut de mise en œuvre dans les délais des mesures concernant l'[accès aux informations relatives au blanchiment de capitaux](#). Elle a également pris des mesures à l'encontre de la [Tchéquie](#) pour mise en œuvre incorrecte des règles de l'UE en matière d'[échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers](#).

En 2018, la Commission a clos les procédures d'infraction engagées contre la Belgique (au sujet de la hausse du taux d'imposition annuel appliqué aux fonds d'investissement professionnels étrangers) et le [Portugal](#) (à propos de l'imposition à la sortie des contribuables) après que ces pays ont aligné leurs règles fiscales sur les exigences de la législation de l'UE.

Garantir un niveau élevé de protection des consommateurs



En avril 2018, la Commission a proposé une [nouvelle donne pour les consommateurs](#) afin de garantir que tous les consommateurs européens jouissent pleinement de leurs droits en vertu de la législation de l'UE. Dans le cadre de la nouvelle donne proposée, des entités qualifiées, telles que des organisations de consommateurs, seront en mesure de demander une indemnisation, un remplacement ou une réparation, pour le compte d'un groupe de consommateurs lésés par des pratiques commerciales illégales.

Par exemple, dans un scénario de type dieselgate, les victimes de [pratiques commerciales déloyales](#), telles que la publicité trompeuse de constructeurs automobiles non conforme à la législation en matière de réception par type ou environnementale, seraient en mesure, dans le cadre de la nouvelle donne proposée, d'obtenir collectivement réparation par le biais d'une action représentative. À l'heure actuelle, la législation de l'UE n'offre pas encore la possibilité de déposer un recours collectif.

La nouvelle donne pour les consommateurs renforcera les droits des consommateurs en ligne, luttera contre les doubles standards dans les produits de consommation et améliorera les conditions pour les entreprises.

En 2018, la Commission a également surveillé la transposition par les États membres de la [directive relative aux prestations de voyage liées](#) dans leur droit national.

La Commission a lancé des procédures d'infraction contre 14 États membres pour non-respect des obligations leur incombant en vertu de cette directive.

Au cours de l'année 2018, la Commission a également pris des mesures pour améliorer l'application de la législation relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et au règlement en ligne des litiges. Parmi ces mesures figurent des améliorations apportées à la plateforme européenne de [règlement en ligne des litiges](#). La Commission a organisé la toute première assemblée de la communauté européenne de [règlement extrajudiciaire des litiges](#) qui a réuni plus de 350 participants. Elle a également organisé des ateliers avec les autorités nationales de protection des consommateurs afin de préparer le terrain pour le nouveau [règlement relatif à la coopération pour la protection des consommateurs](#), qui s'appliquera en 2020.

Garantir un niveau élevé de protection de la santé publique



En 2018, la Commission a continué de surveiller la transposition par les États membres des dispositions de la [directive sur les produits du tabac](#) dans leur droit national. Cette directive vise à réduire l'utilisation du tabac, notamment en décourageant les jeunes de commencer à fumer et en s'assurant que les citoyens sont pleinement conscients des effets nocifs du tabac.

Une baisse de la consommation de tabac d'à peine 2 % se traduit par des économies de soins de santé annuelles d'environ 506 millions d'euros dans l'ensemble de l'UE.

En 2018, la Commission a clos les procédures d'infraction engagées contre la Bulgarie, la France, la Lettonie, la Hongrie et la Finlande, ces pays ayant pris des mesures pour transposer la directive sur les produits du tabac dans leur droit national.

Le droit des patients d'accéder à des soins de santé sûrs et de qualité dans d'autres pays de l'UE est demeuré une priorité pour la Commission en 2018. La Commission a étroitement surveillé la mise en œuvre de la [directive sur les soins de santé transfrontaliers](#).

L'[initiative citoyenne européenne de 2017](#) appelant à l'interdiction du glyphosate a démontré l'intérêt généralisé du public pour l'utilisation sûre et durable des pesticides. Pour la Commission, il s'agit d'une question importante de santé publique et d'environnement.

En 2018, la Commission a mené une série d'audits auprès des États membres pour vérifier leur utilisation de pesticides. Elle rendra compte au Parlement européen et au Conseil des progrès concernant la mise en œuvre de la [directive sur l'utilisation durable des pesticides](#) ultérieurement en 2019.

Application des règles en matière de mobilité et de transport



En 2018, la Commission a concentré ses efforts en matière de contrôle de l'application des règles sur trois domaines: la sécurité des transports, la numérisation à travers le développement de systèmes de transport intelligents, et l'achèvement du marché unique des transports.

La sécurité demeure une préoccupation majeure pour tout système de transport. La création d'un environnement de transport sûr est essentielle pour la population. Le rôle

de la Commission consiste entre autres à répondre à ces attentes en veillant à ce que des normes de sécurité satisfaisantes soient mises en œuvre dans l'ensemble de l'Union européenne pour tous les modes de transport. Ces normes de sécurité contribuent à réduire sensiblement le nombre d'accidents de transport.

Dans le **transport ferroviaire**, les règles de l'UE exigent des États membres qu'ils établissent une autorité de sécurité indépendante ainsi qu'un organisme indépendant d'enquête sur les accidents et les incidents. En outre, les États membres sont tenus de définir des principes communs en matière de sécurité ferroviaire.

La Commission a demandé à l'**Allemagne** et à la **Bulgarie** de mettre intégralement en œuvre la législation de l'UE en matière de sécurité ferroviaire. L'Allemagne n'a pas veillé à ce que ses réseaux de transport régionaux soient soumis aux exigences de sécurité énoncées dans la réglementation de l'UE. La législation bulgare, quant à elle, ne garantit toujours pas que les enquêtes sur les incidents et accidents ferroviaires graves sont menées par un organisme d'enquête indépendant.

Dans le **secteur maritime**, les règles de l'UE visent à garantir que les normes de formation des gens de mer sont respectées dans l'ensemble de l'Union et sont conformes aux normes déjà arrêtées au niveau international.

La Commission a exhorté l'**Espagne**, **Malte** et la **Lettonie** à se conformer aux **règles de l'UE relatives au niveau minimal de formation des gens de mer**. La Lettonie n'a pas appliqué les normes internationales applicables aux voyages à proximité du littoral, tandis que l'Espagne présentait un certain nombre de lacunes concernant la délivrance de brevets aux gens de mer et la conception des programmes maritimes. Dans le cas de Malte, le système de gestion de la qualité mis en œuvre par l'un de ses établissements d'enseignement et de formation maritimes agréés ne couvrait pas tous ses modules de formation maritime.

Dans le **transport aérien**, la Commission a veillé à ce que les États membres appliquent correctement les règles de l'UE concernant les normes de l'aviation.

La Commission a demandé instamment à la **Hongrie** d'intensifier le suivi des opérations aériennes. Elle a également pris des mesures à l'encontre de l'**Irlande** pour non-respect de certaines exigences européennes relatives à la déclaration, notamment par les professionnels de l'aviation, des incidents dans l'aviation civile, ainsi qu'à l'analyse et au suivi de ces incidents.

Le contrôle de l'autorité grecque de l'aviation civile par la Commission a révélé que les entités responsables de la mise en œuvre des normes de sûreté de l'aviation en Grèce ne faisaient pas l'objet d'un suivi régulier. La Commission a demandé à la **Grèce** de procéder à un suivi approprié.

Dans les prochaines années, la numérisation des transports devrait faire un bond en avant et rendre les transports plus sûrs, plus efficaces et plus durables. Des systèmes de transport intelligents sont progressivement développés. Toutefois, le potentiel de ces systèmes ne peut être exploité que si ces derniers sont déployés efficacement et si les informations relatives aux déplacements et la gestion de ces derniers sont coordonnées au niveau de l'UE.

La Commission a lancé des procédures d'infraction contre neuf États membres au motif qu'ils n'ont pas fourni gratuitement aux usagers des informations minimales universelles sur la circulation liées à la sécurité routière. Elle a également poursuivi les procédures d'infraction lancées contre sept États membres pour manquement à leurs obligations en ce qui concerne la mise à disposition de services d'informations en temps réel sur la circulation dans l'ensemble de l'UE. Enfin, la Commission a demandé instamment à six États membres de mettre en œuvre les règles relatives aux systèmes de transport intelligents.

La Commission a également vérifié que les États membres pouvaient effectivement échanger des informations sur les cartes tachygraphiques via le système européen TACHOnet. Le tachygraphe est un appareil qui enregistre le temps de conduite, les pauses et les périodes de repos, ainsi que la durée des autres tâches accomplies par un conducteur.

La Commission a demandé à 10 États membres de se conformer à la réglementation de l'UE relative à l'interconnexion des registres électroniques nationaux des cartes tachygraphiques.

Le bon fonctionnement du marché intérieur des transports ne peut être assuré que s'il n'existe pas d'obstacles injustifiés à la prestation de services de transport. Dans le secteur routier, le marché des transporteurs est capital pour le transport des marchandises dans l'UE et représente un secteur important pour les petites et moyennes entreprises.

La Cour de justice a confirmé que l'Espagne faisait preuve de discrimination contre les petits transporteurs en les excluant du marché des transports routiers. L'Espagne exigeait de ces derniers qu'ils disposent d'une flotte ou d'au moins trois véhicules pour obtenir une licence de transport. En outre, la Commission a pris des mesures à l'encontre du Danemark, dont les règles en matière de stationnement des poids lourds limitent la durée de stationnement à 25 heures. Ces règles permettent difficilement aux conducteurs de respecter les règles en matière de temps de repos. Dans la mesure où ces règles lèsent principalement les transporteurs non-résidents, elles s'apparentent à une discrimination indirecte injustifiée fondée sur la nationalité.

Une plus grande intégration du secteur des transports est essentielle pour achever le marché intérieur. Le transport ferroviaire joue un rôle capital dans le secteur des transports européens et dans la transition vers la mobilité durable. En 2018, la Commission a lancé une évaluation globale de la conformité des législations nationales avec l'instrument juridique de l'UE établissant un espace ferroviaire unique européen.

5. Une Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable

Une «Union économique et monétaire plus approfondie et plus équitable» constitue un élément essentiel de la réponse apportée par la Commission à la crise économique et financière. Cette stratégie vise à renforcer l'économie de l'Union en veillant à créer des emplois et à améliorer le niveau de vie de la population.

Application des règles de l'Union économique et monétaire



L'Union économique et monétaire est au cœur du processus d'intégration de l'UE. La réalisation d'une union économique et monétaire n'est pas une fin en soi, mais un moyen de garantir la stabilité et une croissance plus forte, durable et inclusive au sein de la zone euro et de l'UE dans son ensemble.

En 2018, la Commission a continué d'accorder une attention particulière à la mise en œuvre de la [directive sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres](#).

En outre, l'euro ne peut être une devise forte et fiable aux yeux de la population et des entreprises que s'il est protégé de manière adéquate contre la contrefaçon.

En 2018, la Commission a poursuivi ses actions en justice contre la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, l'Irlande, la Grèce, le Luxembourg, Malte, la Slovaquie et la Slovénie pour défaut de mise en œuvre des [règles de l'UE en matière de protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon](#).

Application des règles de l'union bancaire



Dans le cadre de l'union bancaire, la Commission a poursuivi le contrôle de la mise en œuvre par les États membres de la [directive sur les exigences de fonds propres IV](#), de la [directive relative aux systèmes de garantie des dépôts](#) et de la [directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances](#). Ces instruments de l'UE visent à faire en sorte que les banques soient plus fortes et mieux supervisées et que les problèmes puissent être résolus plus facilement sans recourir à l'argent des contribuables.

En juillet 2018, la Commission a décidé de saisir la Cour de justice d'un recours contre l'[Espagne](#) pour non-adoption des mesures nationales nécessaires à la pleine transposition de la [directive sur les exigences de fonds propres](#). L'Espagne ayant pris des mesures pour transposer intégralement la directive, la Commission a décidé que l'exécution du recours devrait être suspendue dans l'attente de l'adoption de la législation modificative.

La Commission a également continué de vérifier que les États membres respectent l'indépendance et le fonctionnement autonome des banques centrales.

En 2018, la Commission a poursuivi son action en justice contre la [Slovénie](#) pour non-respect de l'inviolabilité des archives de la Banque centrale européenne.

6. Un espace de justice et de droits fondamentaux basé sur la confiance mutuelle

Dans le domaine de la justice, la Commission fait en sorte que l'état de droit et la charte des droits fondamentaux soient pleinement respectés. Elle garantit également le respect de droits spécifiques, tels que le droit à la libre circulation, la protection des données, l'égalité entre les hommes et les femmes, la non-discrimination, les droits des victimes et le droit à un procès équitable dans une procédure pénale. Ces sujets figurent au premier rang des priorités de la Commission, car ils touchent directement la vie des citoyens.

Dans le cadre du [Semestre européen](#), la Commission a continué d'encourager les États membres à améliorer l'efficacité de leurs capacités d'application. Cela concerne en particulier l'indépendance, la qualité et l'efficacité de leur système juridique national. À cette fin, la Commission a proposé des recommandations par pays pour cinq États membres, lesquelles ont été ensuite adoptées par le Conseil. La Commission surveille l'indépendance, la qualité et l'efficacité des systèmes judiciaires nationaux au moyen du tableau de bord de la justice dans l'UE. En mai 2018, la Commission a également proposé un [règlement relatif à la protection du budget de l'Union en cas de défaillance généralisée de l'état de droit](#) dans un État membre. Le respect de l'état de droit est une essentielle à la bonne gestion financière.

Défendre l'état de droit et les droits fondamentaux



En 2018, la Commission a poursuivi ses efforts de promotion et de défense du respect de l'état de droit à travers l'UE.

La Commission a notamment poursuivi son dialogue avec les autorités polonaises conformément au cadre pour l'état de droit. À ce titre, le Conseil «Affaires générales» a procédé à trois auditions avec la Pologne.

La Commission a saisi la Cour de justice d'un recours contre la [Pologne](#) en raison des violations du principe de l'indépendance de la justice instaurées par la nouvelle loi polonaise sur la Cour suprême. Elle a demandé à la Cour d'ordonner des mesures provisoires jusqu'à ce qu'elle ait statué sur l'affaire. La Cour a accordé les mesures provisoires demandées.

Le 12 septembre 2018, le Parlement européen a lancé la procédure de sauvegarde de l'État de droit contre la Hongrie en vertu de l'article 7, paragraphe 1 du traité sur l'Union européenne (le «TUE»). La Commission partage les préoccupations exprimées dans le rapport du Parlement, notamment en ce qui concerne les droits fondamentaux, la corruption, le traitement des Roms et l'indépendance de la justice. Dans le cadre de la procédure en vertu de l'article 7, paragraphe 1, du TUE, et à la demande du Conseil, la Commission a fourni des informations factuelles sur les procédures d'infraction concernées en cours à l'encontre de la Hongrie.

La Commission a lancé une nouvelle procédure d'infraction contre la [Hongrie](#) au sujet de sa législation, qui érige en infractions pénales les activités de soutien aux demandes d'asile et de séjour et qui restreint encore le droit de demander asile.

Amélioration de la protection des données



En 2018, la Commission a poursuivi son travail de soutien aux États membres et aux parties prenantes dans l'application des nouvelles règles du [règlement général sur la protection des données](#), applicable depuis le 25 mai 2018. Cet ensemble unique de règles en matière de protection des données est directement applicable dans l'ensemble de l'Union et garantit la libre circulation des données, renforce la confiance et la sécurité des particuliers et

établit des règles uniformes pour les entreprises. La Commission a organisé des réunions avec les autorités nationales, l'industrie, des praticiens et le Conseil européen de la protection des données. Elle a également adapté le système d'information du marché intérieur (IMI), que les autorités de protection des données peuvent utiliser pour s'entraider et coordonner les décisions prises dans le cadre d'affaires transfrontalières.

Au plus tard en mai 2018, les États membres devaient mettre en œuvre la [directive relative au traitement et à la libre circulation des données à caractère personnel](#) à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales. Les victimes, les témoins et les personnes suspectées d'une infraction pénale sont dûment protégés dans le cadre d'une enquête pénale ou d'une action répressive. Parallèlement, les nouvelles dispositions facilitent la coopération transfrontière de la police ou des procureurs dans la lutte contre la criminalité et le terrorisme.

En juillet 2018, la Commission a engagé des poursuites contre 19 États membres pour non-transposition de cette [directive](#) dans les délais dans leur législation nationale.

Lutte contre les discriminations



En juin 2018, la Commission a adopté une [recommandation sur les normes applicables aux organismes de promotion de l'égalité](#). Elle encourage les États membres à renforcer l'indépendance et l'efficacité des organismes de promotion de l'égalité. Cela devrait aider ces organismes à accomplir leurs tâches essentielles consistant à offrir une assistance indépendante aux victimes de discrimination, à promouvoir l'égalité, à mener des enquêtes indépendantes, à publier des rapports indépendants et à

émettre des recommandations.

La Commission a surveillé étroitement l'application de la [directive sur l'égalité de traitement sans distinction de race](#), instrument clé de l'UE dans la lutte contre la discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique. Elle a concentré ses efforts sur l'accès de la communauté Rom à l'éducation et au

logement. À cette fin, elle a organisé des missions exploratoires dans les États membres et des réunions avec les parties prenantes et les groupes d'experts à haut niveau concernés (notamment un sous-groupe s'intéressant aux données relatives à l'égalité).

Application des règles dans le domaine de la sécurité

En 2018, les mesures de contrôle de l'application des règles se sont poursuivies dans le cadre du [programme européen en matière de sécurité](#) et de la mise en place de l'union de la sécurité. La mise en œuvre des règles de l'UE dans ce domaine est essentielle pour garantir un niveau élevé de sécurité dans l'ensemble de l'UE. Les rapports réguliers sur les progrès accomplis dans la mise en place de l'union de la sécurité exposent les efforts en cours pour garantir la mise en œuvre intégrale et correcte des règles.



La directive sur la [décision d'enquête européenne](#) en matière pénale et la [quatrième directive contre le blanchiment de capitaux](#) constituent des outils essentiels pour une coopération efficace dans la lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme. Ces directives contribuent aux objectifs du programme en matière de sécurité.

En 2018, la Commission a poursuivi les procédures d'infraction lancées contre les [États membres](#) ayant omis de transposer la [quatrième directive contre le blanchiment de capitaux](#) dans leur législation nationale. Elle a ainsi assigné [l'Irlande et la Roumanie](#) devant la Cour de justice pour cette raison.

La [décision d'enquête européenne](#) simplifie le travail des autorités judiciaires lorsqu'elles demandent des éléments de preuve se trouvant dans un autre pays de l'UE.

En 2018, la Commission a pris de nouvelles mesures dans le cadre des procédures d'infraction lancées contre la [Bulgarie, l'Espagne, le Luxembourg et l'Autriche](#) pour défaut de mise en œuvre des règles de l'UE concernant la [décision d'enquête européenne](#) en matière pénale.

En 2018, la Commission a surveillé la mise en œuvre par les États membres de deux directives clés relatives à la sécurité et à la lutte contre les formes graves de criminalité: la [directive sur les données des dossiers passagers](#) et la [directive relative à la lutte contre le terrorisme](#).

La Commission a engagé des procédures d'infraction contre 14 États membres pour non-transposition dans les délais de la [directive sur les données des dossiers passagers](#). Elle a également lancé des procédures contre 16 États membres pour défaut de transposition dans les délais de la [directive relative à la lutte contre le terrorisme](#).

7. Vers une nouvelle politique migratoire



La politique migratoire de la Commission vise à doter l'UE d'outils lui permettant de mieux gérer la migration à moyen et à long terme. Elle couvre la migration irrégulière, la protection des frontières, le droit d'asile et la migration légale.

En 2018, la Commission a poursuivi le contrôle de la mise en œuvre par les États membres de la législation de l'UE en matière de migration et d'asile, en particulier de la [directive relative aux procédures d'asile](#), de la [directive sur les conditions d'accueil](#) et de la [directive retour](#). Ces directives établissent des

règles pour traiter les demandes d'asile, garantissent aux demandeurs d'asile dans l'UE un niveau de vie digne et établissent des normes et procédures communes pour expulser du territoire de pays de l'UE les ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

La Commission a formé un recours contre la [Hongrie](#) devant la Cour de justice au sujet de sa législation de 2017 en matière d'asile et de retour. Elle considère que la législation hongroise n'est pas conforme à la [directive relative aux procédures d'asile](#), à la [directive sur les conditions d'accueil](#), à la [directive retour](#) et à plusieurs dispositions de la charte des droits fondamentaux. La Commission a également lancé une [procédure d'infraction](#) contre la Bulgarie concernant la compatibilité de la législation bulgare en matière d'asile avec le droit de l'Union.

En ce qui concerne la migration légale, la priorité de la Commission est d'améliorer la capacité de l'UE à attirer et à conserver les travailleurs hautement qualifiés. Il importe donc de veiller à la mise en œuvre intégrale et correcte des directives sur la migration légale. Ces directives définissent des conditions communes pour l'admission et le séjour de ressortissants de pays tiers.

En 2018, la Commission a engagé des procédures d'infraction contre [17 États membres](#) pour défaut de mise en œuvre dans les délais de la [directive relative aux étudiants et aux chercheurs](#).

La Commission a également continué de vérifier que les États membres n'appliquent pas de frais disproportionnés pour l'émission de permis de séjour aux ressortissants de pays tiers.

La Commission a lancé une procédure d'infraction contre les [Pays-Bas](#) au motif que cet État membre facture des frais excessifs et disproportionnés pour la délivrance des titres de séjour en application des règles de l'Union en matière de migration légale.